

Vox populi, vox dei

Les récentes joutes électorales ont mis à nu le « grand écart » qui sépare le peuple, soucieux de pain et de paix, et ses élites en quête de davantage de libertés.

Un récent sondage effectué par Arab Barometer, une initiative de mesure de la démocratie dans le mode arabe, offre quelques pistes ou grilles de lecture pertinentes^(*).

Le sondage qui a été réalisé peu avant les élections présidentielles fait suite à deux précédents réalisés en 2006-2008 et au moment du « printemps arabe » en 2010-2011. Il se propose de répondre à la question : « l'Algérie a-t-elle échappé au printemps arabe ? »

Michael Robbins tire cinq grands enseignements d'une lecture comparative des trois sondages.

1. Les Algériens soutiennent une amélioration de la situation de leur pays. Contrairement à ce qu'ils pensaient à la veille du printemps arabe, ils ont tendance à dire que la situation économique est bonne, que leur sécurité individuelle est assurée et que l'état de la démocratie et des droits de l'Homme est satisfaisant.

En 2006, seuls 43% d'entre eux étaient satisfaits de leur situation économique, contre 32% au moment du printemps arabe, en 2011. Cette proportion passe à 66% en 2013.

L'amélioration de l'indice de satisfaction des Algériens est rapportée à l'élévation de la dépense publique au lendemain du printemps arabe : augmentation de 34% des salaires de la Fonction publique, accroissement des subventions à la consommation et au logement, renforcement du dispositif de crédit en faveur des jeunes, etc.

Cet effort de distribution a été entrepris dans un contexte macroéconomique pas trop favorable avec une croissance du PIB d'à peine 3% et un taux de chômage en légère augmentation (11% en 2011, contre 10% en 2010).

Les postes de dépenses pour 2010-2012 témoignent des secteurs qui alimentent l'activité. Ce sont principalement :

- les investissements publics : 39,2% du montant total des dépenses (16,6 % du PIB) ;

- la masse salariale : 26,8 % des dépenses (11, % du PIB) ;

- les transferts courants, dont les transferts sociaux et les subventions : 27 % des dépenses (11,4% du PIB).

L'évolution récente de l'économie nationale obéit à un régime de croissance fortement marqué par le poids des transferts sociaux.

La lourde masse des transferts sociaux représente l'indicateur le plus marquant de l'échange de la paix sociale contre la distribution de rentes.

Sur un terme plus long, pour la période 2006-2011, les dépenses inhérentes aux rémunérations et aux transferts sociaux accaparaient 84% de la dépense budgétaire en faveur du fonctionnement. La dépense de fonctionnement a été multipliée par près de trois fois entre 2006 et 2011 (prévision de dépense de fonctionnement loi de finances complémentaire).

Deux facteurs concourent à cette hausse :

- l'accroissement des effectifs de la Fonction publique : ces effectifs sont passés de 1.296.981 en 2006 à 1.803.393 en 2011 ;

- la revalorisation des salaires et indemnités de la Fonction publique : leur poids dans la dépense de fonctionnement ne cesse de croître, passant de 42% en 2006 à 50% en 2010. Le ratio rémunération/PIB est passé de 7,1% à 11,8%.

Cette dépense a la particularité d'être incompressible, au risque de mettre en cause la stabilité et l'ordre public, tout en alimentant les tensions inflationnistes.

L'inflation a atteint 8,9 % en 2012 – son plus haut niveau depuis 15 ans – à la suite d'une forte augmentation des dépenses courantes qui a abouti à un excès de liquidité. L'inflation a, néanmoins, ralenti en 2013^(**).

En janvier-août 2011, les pouvoirs publics ont pris des mesures d'urgence tenant à un certain nombre d'abattements fiscaux :

- levée du droit d'importation de 5%,
- levée de la TVA de 17% sur les produits alimentaires de base,
- suspension de la taxe de 19% sur les bénéfices des sociétés pour les activités de production et de la taxe de 25% pour les sociétés de distribution.

C'est le dernier épisode d'une politique sociale jamais démentie. Les transferts sociaux ont été multipliés par

cinq entre 2000 et 2011 pour atteindre 1.898 milliards de dinars, 13,9 % du PIB.

Soucieux de conserver leurs «acquis», les Algériens mettent au premier rang des défis à relever le maintien de leur cadre de vie économique actuel (pour 77% d'entre eux). La lutte contre la corruption est leur seconde préoccupation (pour 15% d'entre eux), bien avant la consolidation de la démocratie (qui recueille les faveurs de 3% d'entre eux).

La sécurité des personnes et des biens semble les préoccuper davantage. Ils sont 69% à considérer qu'ils sont confiants quant à leur sécurité personnelle en 2013, contre 54% en 2011. L'indice de confiance croît proportionnellement à l'éradication des groupes terroristes.

Les Algériens ont ainsi une appréciation «ambiguë» de l'état de la démocratie et des droits de l'Homme : une bonne moitié d'entre eux (59% en 2011 et 48% en 2013) qualifie cet état de «ni bon ni mauvais», alors qu'une grosse minorité (32% en 2013) l'estime «bon ou très bon».

2. Les Algériens sont majoritaires dans leur appréciation positive de l'action du gouvernement Sellal.

L'action gouvernementale a gagné trente points d'appréciation positive en passant de 10% en 2011 à 40% en 2013. Cette appréciation est encore plus marquée s'agissant de «la conduite de la transition démocratique» par le gouvernement, laquelle rassemble 47% des suffrages positifs.

Ils sont également plus nombreux (78% en 2013, contre 54% en 2011) à soutenir une réforme progressive, plutôt qu'une révolution radicale à l'instar de ce qu'ont vécu la Tunisie ou l'Égypte.

3. Les Algériens sont plus nombreux à soutenir vivre dans un Etat de droit et de libertés. Le sondage impute ce sentiment à la levée de l'état d'urgence en 2011 et à une série de mesures relatives aux entreprises, aux médias et aux partis.

En 2013, ils sont 80% à soutenir que la liberté d'association politique est moyennement ou pleinement assurée (contre 53% en 2011).

Cette proportion est de 78% (contre 53% en 2011) pour la liberté de la presse et 42% pour la liberté de manifester pacifiquement.

4. Les Algériens sont très peu nom-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

breux à adhérer aux activités des partis politiques.

C'est le cas d'une infime partie des personnes interrogées (2% en 2011 et encore 3% en 2013). Une telle désertion est associée à une méfiance vis-à-vis de l'action partisane : en 2013, 62% (87% en 2011) des personnes interrogées soutenaient qu'elles ne se reconnaissaient dans aucune formation politique.

Même s'ils ne sont pas organiquement affiliés à des partis, ils sont, toutefois, plus nombreux à afficher leur sympathie pour une formation politique en 2013 : 18% d'entre eux estiment être mieux représentés par le FLN, 6% par le RND, 4% par le PT. Le FNA, le FFS, le MSP et le RCD récoltent 2% chacun des sympathies exprimées.

5. De plus en plus d'Algériens trouvent plus sage de séparer les sphères religieuse et politique.

En 2006, ils étaient 47% à soutenir l'intervention des leaders religieux dans la sphère politique, contre 23% en 2011 et 28% en 2013.

Ils sont également plus nombreux à souhaiter que les leaders religieux n'influencent pas sur les élections : 55% en 2006, 69% en 2011, 78% en 2013.

Le fondamentalisme religieux comme facteur structurant de l'espace public semble relever du passé.

A. B.

(*) Michael Robbins *Skipping the Arab Spring ? The Arab Barometer surveys a changing Algeria*, April 2014, www.arab-reform.net.

(**) FMI, Country Report, n°14/32, Algeria 2013 Article IV Consultation, february 2014.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Le lundi du calvaire !

Qu'est-ce qui va changer pour le 5^e mandat ? Oh ! Presque rien ! Derrière le fauteuil roulant, ils vont juste remplacer le médecin réanimateur par un...

... médecin légiste !

Je vanne quotidiennement sur Abdekka, son fauteuil, ses murmures et autres pains bénits pour les chroniqueurs d'humour et d'humour. Je viens de le faire d'ailleurs dans l'exergue qui précède cette chronique. C'était avant de voir les images. Mais là, avec ces images de la prestation de serment de Boutef, je n'arrive pas à rire, à faire rire, à pasticher, à détourner, à traiter le sujet avec légèreté. Là, nous venons de franchir définitivement les portes de l'insupportable. Il faut d'ailleurs trouver d'autres mots que «insupportable» «intolérable» ou «indécents». Trop softs par rapport au spectacle de torture humaine qu'ont imposé ceux qui ont poussé le fauteuil là, sur cette estrade, face à ce magistrat. Cet homme a-t-il encore une famille qui l'aime, qui pense à le préserver, à l'accompagner dans son dernier chemin ? J'en doute, à voir et à revoir ces images du calvaire. Oui ! Voilà le terme que je cherche depuis tout à l'heure : calvaire ! Calvaire pour nous, certes. Mais depuis hier, je mesure le calvaire que ce grand malade doit endurer. Et que Sellal ne vienne surtout pas me ressortir sa théorie du sacrifice ! Nous ne sommes plus dans le sacrifice à l'occasion de cette prestation, mais dans le massacre. Son clan, son

entourage, son noyau, appelez ça comme vous voudrez, est en train d'exécuter ce monsieur déjà sur le point de s'éteindre. H'ram ! Et pas qu'en religion d'islam. H'ram ! Péché dans toutes les religions de la terre, à commencer par la principale, la religion de l'amour humain qui, elle, n'a pas besoin de texte ni de livre sacrés et saints. Mais juste d'un cœur. Ont-ils encore un cœur tous ceux qui se réclament de la famille et du cercle intime de Abdekka ? Mon Dieu ! Mais que sont-ils en train de faire, de mijoter, de trafiquer avec ce corps épuisé ? Dois-je accorder du crédit à la thèse qui affirme que cet entourage s'acharne ainsi sur lui afin de se préserver des retombées des différents scandales dans lesquels ils sont lourdement impliqués ? Si c'est le cas, j'en appelle aux derniers patriotes de cette Algérie. Dites-moi seulement : dans mon pays, qui a encore le pouvoir de dire, d'annoncer à cette «Hachya», à ce clan, à cette famille «si c'est votre avenir judiciaire qui vous pousse à cet acharnement sur votre patriarche, Ya Sidi Bess'mah ! Partez ! Nous passerons l'éponge cette fois. Partez Bark». Oui ! Partez et surtout, laissez cet homme qui a connu son heure de gloire enfin se reposer. Reposer ! Juste reposer en paix envers lui-même. Sans contrainte au corps, comme celle ignoble que vous venez de lui faire endurer en ce lundi du calvaire. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.